



39^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Item 10 : Dialogue interactif sur la RDC

Déclaration orale conjointe

25 septembre 2018

Monsieur le Président,

Franciscans International, Action de Carême, Caritas Internationalis, Misereor, et Dominicans for Justice and Peace demeurent vivement préoccupés par l'impasse politique, ainsi que par la détérioration de la situation sécuritaire, humanitaire et des droits humains sur tout le territoire de la RDC. À trois mois de la tenue des élections, le contexte politique actuel dans le pays est des plus inquiétants et ne semble pas propice à l'organisation d'élections démocratiques en décembre prochain.

Nos organisations partagent les mêmes préoccupations que l'Eglise catholique congolaise qui a exprimé des inquiétudes autour de diverses entraves au processus électoral. Elles concernent principalement la faible mise en œuvre des mesures de décriminalisation politique prévues dans l'Accord de la Saint-Sylvestre signé fin 2016. La persistance de l'interdiction et la répression des manifestations publiques organisées par l'opposition et les mouvements citoyens, la confiscation des médias publics, et la non prise en compte des cas emblématiques (prisonniers et exilés politiques) avant les élections, sont inquiétants.

En outre, le manque de consensus autour de la machine à voter, la fiabilité du fichier électoral, les polémiques concernant l'indépendance de la CENI et des organes judiciaires, les réformes législatives restrictives des libertés fondamentales, la résurgence et la multiplicité des foyers de tension et des groupes armés, surtout à l'Est du pays, commettant de graves violations des droits humains, constituent d'autant de sujets de préoccupation qui méritent l'attention et l'action urgente de la communauté internationale et de ce Conseil.

Nous estimons qu'il est essentiel que le Conseil continue d'accorder un haut niveau d'attention à la situation des droits humains en RDC. Il est temps pour le Conseil d'agir afin de prévenir une nouvelle détérioration de la situation dans le pays. Les autorités congolaises et toutes les parties concernées doivent être averties qu'elles seront tenues pour responsables de leurs violations des droits humains et il est nécessaire que le Conseil mette en place un mécanisme de surveillance couvrant l'ensemble du pays.

En outre, ce Conseil doit continuer d'exiger l'application intégrale de l'Accord de la Saint-Sylvestre, en particulier les mesures de décrispation politique, et assurer la tenue effective d'élections libres, pacifiques, crédibles et transparentes, au plus tard le 23 décembre 2018, conformément au calendrier électoral. Dans ce cadre, il est impératif d'impliquer les parties prenantes à trouver un consensus sur l'utilisation ou non de la machine à voter. Seules des élections libres, transparentes et inclusives permettrait une première transition pacifique et démocratique du pouvoir en RDC, ce qui constituera une étape clé vers la paix et la stabilité du pays et de toute la sous-région des grands lacs.

Je vous remercie !